

Femmes et libre-échange en Amérique latine : le cas du Réseau latino-américain des femmes transformant l'économie

Women and free trade in Latin America : The Latin American Network of Women Changing the Economy – REMTE

Carmen Díaz Alba

Numéro 58, automne 2007

Les solidarités sans frontières : entre permanence et changements

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/017554ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/017554ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Díaz Alba, C. (2007). Femmes et libre-échange en Amérique latine : le cas du Réseau latino-américain des femmes transformant l'économie. *Lien social et Politiques*, (58), 103–117. <https://doi.org/10.7202/017554ar>

Résumé de l'article

Le Réseau latino-américain des femmes transformant l'économie (REMTE, acronyme espagnol) a contribué à rapprocher les questions d'économie et de genre, en incitant les organisations à regarder le libre-échange comme une problématique genrée et en apportant une perspective féministe aux mouvements critiques du libre-échange. Les critiques féministes des théories dominantes sur les mouvements sociaux transnationaux considèrent que : 1) les études transnationales sont biaisées par une vision masculine des mouvements et des stratégies ; 2) l'objet d'analyse porte principalement sur l'État et le court terme ; 3) il est nécessaire d'aborder les dynamiques de genre au sein des mouvements sociaux. Dans cet article, l'auteur montre que la prise en compte de ces critiques nous permet de mieux comprendre le cas du REMTE.

Femmes et libre-échange en Amérique latine : le cas du Réseau latino-américain des femmes transformant l'économie

Carmen Díaz Alba

À la suite des programmes d'ajustement structurel et du fait des accords de libre-échange, les pays latino-américains ont connu d'importantes transformations économiques au cours des vingt dernières années. En réponse à ces bouleversements, les mouvements sociaux d'Amérique latine se sont organisés en coalitions transnationales pour s'opposer au néolibéralisme et au libre-échange. Les groupes de femmes ont été très actifs dans la lutte pour la justice économique et au sein de ces coalitions. C'est le cas du Réseau latino-américain des femmes transformant l'économie (*Red Latinoamericana Mujeres Transformando la Economía* – REMTE), qui a contribué à rapprocher les questions économiques et les questions de genre au niveau régional, en travaillant avec les organisations de femmes afin de les amener à considérer le libre-échange comme une ques-

tion les affectant particulièrement, et en apportant une perspective féministe aux mouvements critiques du libre-échange.

Le REMTE a convergé, avec d'autres mouvements sociaux, vers les espaces transnationaux tels que le Forum social mondial et l'Alliance sociale continentale¹, pour organiser la résistance et promouvoir des alternatives qui intègrent une perspective de genre. Selon ce réseau féministe, un commerce juste et équitable implique de prendre en compte les inégalités de genre si l'on veut que des changements véritables soient obtenus.

Alors que les théories dominantes sur les mouvements sociaux transnationaux nous aident à comprendre l'émergence et l'évolution d'un large spectre d'actions collectives transnationales, les chercheuses féministes

apportent un regard critique sur ces analyses. Ces critiques considèrent que 1) les études transnationales sont biaisées par une vision masculine des mouvements et des stratégies, 2) l'objet d'analyse porte principalement sur l'État et sur le court-terme, 3) il est nécessaire d'aborder les dynamiques de genre au sein des mouvements sociaux. Dans cet article, je montre que la prise en compte de ces critiques nous permet de mieux comprendre le cas du REMTE. Dans la première partie, je présente brièvement les concepts fondamentaux de l'analyse des mouvements sociaux transnationaux ainsi que les critiques féministes de cette littérature. La seconde partie aborde l'étude de cas du REMTE en retraçant l'émergence et le processus de transnationalisation de ce réseau. La recherche est basée sur une observation directe de certaines assemblées, ateliers et

rencontres², sur l'analyse des documents internes, et sur des entrevues approfondies³ menées auprès des participantes.

Les théories des mouvements transnationaux et la contribution féministe à l'analyse

L'étude de l'activisme transnational a pris de plus en plus d'ampleur au cours de la dernière décennie, au point de faire converger le champ des relations internationales touchant aux études transnationales et les théories de l'action collective des mouvements sociaux. L'ouvrage *Activists Beyond Borders* (1998), de Keck et Sikkink, est ainsi devenu une référence incontournable pour ceux qui s'intéressent aux actions collectives au-delà des États nationaux. Ces auteurs ont développé le concept de *Transnational Advocacy Networks* (TAN), des réseaux créés quand les activistes croient que le réseautage transnational améliorera leur mission organisationnelle par le partage de l'information, leur permettra d'accroître leur visibilité, leur fera gagner un accès à un public plus large et multiplier les canaux

d'accès institutionnel (Keck et Sikkink, 1998).

Smith, Chatfield et Pagnuco (1997) ont aussi contribué à la discussion en développant un cadre théorique pour l'analyse des organisations transnationales des mouvements sociaux (*transnational social movements' organizations* – TSMOs). Pour ces auteurs, les TSMOs sont des mouvements sociaux dont les efforts sont orientés consciemment vers la construction de coopération transnationale autour d'objectifs communs qui incluent le changement social, l'incorporation de membres dans plus de deux pays, avec une structure formelle et des stratégies coordonnées à travers un secrétariat international. Les TSMOs ont différents degrés de formalisation et de centralisation et varient dépendamment des acteurs qu'ils mobilisent, de leur degré de coordination, de leurs moyens de communication, de consultation et de coopération en œuvre, des stratégies choisies et des opportunités politiques nationales, intergouvernementales et transgouvernementales.

Plus récemment, Tarrow (2001, 2005) a présenté une synthèse de la littérature sur les mobilisations transnationales. Selon la définition de Tarrow, un mouvement social devient transnational lorsque le groupe mobilisé « a des constituantes dans au moins deux États, est engagé dans des interventions de politique contestataire continues contre les détenteurs du pouvoir dans au moins un autre État que celui d'origine du mouvement, ou contre une institution internationale ou un acteur économique

multinational » (Tarrow, 2001:11) La *structure d'opportunité politique*, facilite ou contraint les efforts des mobilisations transnationales. Pour Tarrow, l'espace principal de la politique protestataire continue d'être l'État et il révèle également le rôle clef des « cosmopolitains enracinés » (*rooted cosmopolitans*) dans le processus d'émergence des organisations transnationales (Tarrow, 2005, p. XIII).

Bien que le développement de ces théories ait permis d'expliquer l'émergence et l'évolution des mouvements sociaux transnationaux, les chercheuses féministes ont apporté des critiques majeures à cette littérature.

L'émergence et l'évolution d'un réseau transnational

Pour Laura Mc Donald, « les modes dominants d'interprétation de l'action collective transnationale ont reproduit les yeux fermés les modes d'analyse traditionnels de la littérature sur l'action collective nationale sans considération de genre. » (Macdonald, 2005: 26, traduction libre). Elle suggère aussi que, si les mouvements de femmes sont une référence lorsqu'il s'agit de parler des nouveaux mouvements sociaux, il est clair qu'il y a eu

peu de tentatives de développer un mode d'analyse des mouvements sociaux qui prend en compte les différences de genre et la manière avec laquelle ces différences structurent l'espace social au niveau transnational [...] (Macdonald 2005: 23, traduction libre).

Dans le cas de l'Amérique latine, l'activisme féministe transnational n'est pas nouveau. Sonia

Alvarez (1997) explique que les femmes d'Amérique latine se sont organisées transnationalement depuis les années 80 dans plusieurs rencontres régionales féministes (les *Encuentros*⁴) et dans les processus de préparation et de suivi des conférences des Nations unies durant les années 90 (Vargas 2003; Jelin 2003). Depuis 2001, les organisations féministes de la région ont aussi joué un rôle actif dans le développement des Forums sociaux mondiaux et les mobilisations contre le libre-échange (Celiberti et Vargas, 2003).

Contrairement à l'idée selon laquelle les mouvements sociaux transnationaux émergeraient de la sphère des institutions internationales qui auraient fourni une structure d'opportunité politique favorable, telles que les conférences des Nations unies, Alvarez montre que les mouvements sociaux peuvent aussi créer leur propre «structure d'opportunité politique» (1998; 2000). Cette idée est aussi partagée par Masson, qui avance que la sphère transnationale doit être construite de manière matérielle et discursive par les mouvements sociaux. (Masson 2007).

Alvarez (2000: 2) distingue la transnationalisation «par la base» (*from below*), en référence aux processus et modalités de l'activisme féministe qui transcendent les frontières des États-nations et émergent des mouvements eux-mêmes, tel que les *Encuentros*, de la transnationalisation par le haut. Le terme «par le haut» est surtout relié aux processus initiés par les conférences des Nations unies et les institutions internationales

(Alvarez, Faria et Nobre, 2003:199). Cette distinction dans les processus de transnationalisation est reprise par Masson (Masson 2006: 142, traduction libre).

Bien qu'il soit difficile de séparer les deux processus, pour de nombreuses féministes latino-américaines ayant participé simultanément aux *Encuentros* et aux conférences des Nations unies, le cas du REMTE s'explique davantage en considérant la perspective de transnationalisation «par le bas». Son émergence peut être considérée comme une réponse aux changements économiques subis par la sous-région, à savoir les programmes d'ajustement structurel. Le réseau n'a cependant pas été créé à la suite des conférences des Nations unies ou d'institutions internationales. L'espace transnational créé par les féministes – *Encuentros* – et les liens existants antérieurement entre les différentes organisations de femmes se sont révélés la clé à l'origine de la création du REMTE.

Ces arguments soulevés par les chercheuses féministes sont complémentaires de la littérature dominante sur les mouvements sociaux transnationaux qui expliquent l'émergence des réseaux transnationaux comme le résultat d'un changement dans la structure d'opportunité politique ou par l'influence des institutions internationales dans ce qu'Alvarez appelle la transnationalisation «par le haut». Les mouvements de femmes, particulièrement les organisations de la base, ont souvent été exclus de ces forums; ce biais néglige d'importants aspects

du mode d'organisation transnational autour d'espaces alternatifs créés par les mouvements sociaux eux-mêmes.

Cibles, stratégies et résultat du réseautage transnational

La littérature sur l'activisme transnational se concentre surtout sur les actions dirigées contre l'État, les institutions internationales ou les acteurs économiques multinationaux (Tarrow 2001; Keck et Sikkink 1998). Cependant, les mouvements sociaux transnationaux, en plus de ces cibles d'actions, ont aussi pour objectif de renforcer les mouvements, de construire des identités collectives transnationales et des solidarités au-delà des frontières.

La critique de Staggenborg et Taylor (2005) est essentielle à cet égard. Pour elles, il existe un besoin pour une «conceptualisation du pouvoir et de la protestation basée sur le long terme et qui dépasse la seule critique de l'État telle que développée par l'approche de la politique protestataire» (Staggenborg et Taylor, 2005: 48, traduction libre). Elles rappellent que les mouvements de femmes ont mis en place des «répertoires tactiques qui ont défié de nombreuses autorités, des codes politiques et culturels qui ont influencé d'autres mouvements sociaux et la conscience publique» (Staggenborg et Taylor, 2005: 41, traduction libre). Elles prétendent que la base idéologique des luttes féministes s'opposant à la subordination politique et sociale des femmes est créée et maintenue par des actions moins visibles dans plusieurs espaces. Ainsi, elles proposent de prendre

en compte des espaces alternatifs à travers lesquels considérer les activités des mouvements sociaux et ainsi évaluer l'impact et les résultats de ces mouvements.

De la même manière, Marianne Marchand (2003) soutient que les théories centrées sur l'État ne nous permettent pas de comprendre et estimer les différentes politiques et articulations de pouvoirs entre les mouvements populaires. Elle suggère que les stratégies qui privilégient les protestations de large ampleur contre la mondialisation sont biaisées et négligent, ou rendent invisibles, d'autres stratégies de résistance utilisées par les femmes. Ainsi, elle insiste sur la nécessité de porter attention aux «oppositions moins spectaculaires», de prendre en compte le large éventail de stratégies possibles de résistance (Marchand, 2003: 147).

En ce qui concerne les impacts des organisations transnationales, Macdonald démontre que les mouvements de femmes ont essayé d'influencer les négociations commerciales mais aussi les mouvements sociaux plus larges, aussi bien de femmes que leurs alliés au sein des coalitions trans-

nationales d'activistes contre le libre-échange (2005: 22).

Ces arguments permettent de comprendre plus largement les objectifs et stratégies des mouvements sociaux qui ne sont pas centrés sur l'État et qui visent des échanges culturels à plus long terme. Ils apportent une perspective différente pour évaluer les succès d'un mouvement social, mettant l'accent sur d'autres impacts que seulement les changements sur les politiques publiques.

Les dynamiques de pouvoir à l'intérieur des mouvements sociaux

Une troisième critique porte sur l'évaluation de la place du féminisme dans les mouvements pour une justice sociale globale. Bien qu'il y ait une large participation des femmes au sein de l'activisme transnational et du processus des Forums sociaux mondiaux, la reconnaissance de leur contribution reste limitée, particulièrement lorsque les sujets de discussion ne sont pas considérés comme des «thématiques de femmes», telles que la violence ou la discrimination (Eschle, 2005; Staggengborg et Taylor, 2005).

Selon Eschle, la reconnaissance du rôle des femmes dans les mouvements sociaux est superficielle, sans réel engagement à mettre en place des coalitions avec des organisations féministes, échouant ainsi à reconnaître le féminisme comme une part intégrale du mouvement altermondialiste (Eschle, 2005: 1751). Diane Lamoureux partage cet argument et explore l'impact des mouvements féministes dans le mouve-

ment «pour une autre mondialisation». Elle soutient que les féministes doivent insister sur la nécessité d'apporter une perspective de genre à la critique générale des mouvements altermondialistes (Lamoureux, 2004: 180). Plus précisément concernant le débat sur le libre-échange, Macdonald avance que, malgré le langage inclusif des coalitions de mouvements sociaux, la dimension genrée du commerce a bénéficié de très peu de diffusion et d'attention (Macdonald, 2005: 22).

Les mouvements sociaux transnationaux ne sont pas des acteurs homogènes. Les dynamiques de pouvoir au sein des coalitions de mouvements sociaux devraient être prises en compte dans l'analyse parce qu'elles sont un facteur d'explication des choix stratégiques et des discours des mouvements sociaux. Les changements à l'intérieur des mouvements sociaux répondent non seulement à des opportunités extérieures mais aussi à ces dynamiques internes de pouvoir. Le cas des coalitions contre les accords de libre-échange, au sein desquelles les réseaux féministes ont joué un rôle clé dans le développement de l'analyse et de la critique prenant en compte les inégalités entre les sexes, est un bon exemple de ces dynamiques.

Le Réseau latino-américain des femmes transformant l'économie: construire la solidarité au-delà des frontières nationales

Le Réseau latino-américain des femmes transformant l'économie (REMTE) a été créé en 1997. Ses membres sont des femmes des

milieux ruraux et urbains, des professeuses d'universités, des membres d'ONG ou d'organisations populaires de dix pays d'Amérique latine⁵. Il se définit comme

un espace pour l'analyse et l'action cherchant à contribuer à l'appropriation critique de l'économie par les femmes, leur reconnaissance en tant qu'acteurs économiques, la promotion de leurs droits et la construction d'alternatives basées sur la justice économique et de genre (REMTE, 2001, traduction libre)

Il est devenu un acteur important des forums tels que le Conseil international des forums sociaux mondiaux et l'Alliance sociale continentale dans lesquels il s'est efforcé «d'avancer, avec d'autres mouvements et organisations, vers un agenda global qui doit nécessairement inclure une perspective féministe» (León, 2001, traduction libre). Le REMTE est critique non seulement du libre-échange, mais aussi des mouvements sociaux qui risquent de reproduire les inégalités dans leur discours et leurs stratégies contre les accords de libre-échange.

Émergence et processus de transnationalisation

Rosa Guillén, membre fondateur pour le Pérou et ancienne coordinatrice régionale, confirme l'argument de la construction par le bas d'un espace transnational. Elle explique que l'idée d'un réseau est apparue lors de l'atelier «*Globalización del Neoliberalismo y Justicia Económica para las Mujeres*» organisé à l'occasion du VII Encuentro Feminista Latinoamericano y del Caribe (Chili, 1996). Une année plus tard,

cette fois à Lima, un séminaire-atelier était organisé pour discuter des programmes d'ajustement économique en Amérique latine et de leur impact sur la vie des femmes. C'est à la fin de cette rencontre que le Réseau a été créé.

Concernant le rôle des conférences des Nations unies dans le processus de transnationalisation du REMTE, Leonor Concha, du REMTE au Mexique (ancienne coordinatrice du réseau régional) soutient que Beijing «a juste été un 'coup de pouce', la création du mouvement était en marche bien avant Beijing. À quoi aurait servi Beijing sans la construction antérieure du mouvement?» (Entrevue Concha). Sara Román, syndicaliste et membre fondatrice du REMTE-Mexico, explique que dans les premières étapes du réseau, l'idée était surtout de «regrouper des organisations de femmes travaillant sur des questions économiques et commencer à regarder l'impact économique que le libre-échange a sur les femmes en particulier» (Entrevue Román). Il y avait peu d'organisations féministes qui traitaient de ces questions; aussi le réseau visait à rendre visible les liens entre la macroéconomie, les accords de libre-échange et la vie des femmes par l'éducation populaire et le développement d'un contre-courant au discours néolibéral.

Selon les participantes au Réseau, un discours économique hégémonique imprégnait les institutions internationales comme que la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, en prétendant que les femmes bénéficieraient du libre-échange car elles auraient accès à plus d'em-

ploi. Pour Nobre et Faria, les stratégies des conférences des Nations unies se concentraient sur le renforcement des capacités des femmes comme individus, et sur l'intégration d'une approche genrée dans les espaces politiques dominants et les politiques publiques; «pendant que les femmes travaillaient à la mise en oeuvre des politiques publiques et à l'intégration de la question de genre dans les discours étatiques, les forces du marché organisaient la vie des femmes à tous les niveaux» (Nobre et Faria, 2003: 624, traduction libre).

Les organisations féministes qui deviendront plus tard membres du REMTE avaient un discours critique du libre-échange et des programmes d'ajustement structurel. Irene León, de *Agencia Latinoamericana de Información* (ALAI) soutient que le REMTE a été «le premier réseau féministe qui s'est emparé du débat sur le libre-échange et a pris la position de ne pas accepter le libre-échange comme un fait» (Entrevue León). Guillén explique qu'elles ont commencé le processus en cherchant des organisations de femmes travaillant sur des questions économiques

avec une autre perspective, portant sur la pauvreté un regard différent de l'analyse des «programmes de genre» de la Banque mondiale ou du Fonds monétaire international et leurs projets pour alléger la pauvreté des femmes. Nous voulions changer le modèle économique (Entrevue Guillén).

Cette vision critique a attiré de nombreuses organisations qui ne voulaient pas accepter les discussions sur des accords de libre-échange intégrant les questions de

genre. Ainsi, Miriam Nobre, coordinatrice de la Marche mondiale des femmes et membre du REMTE au Brésil nous explique que

à l'heure de la grande hégémonie du néolibéralisme, tous traitaient des impacts positifs et négatifs, proposant seulement des réformes mineures, soulevant des questions très ponctuelles. D'avoir un nom qui revendiquait la transformation de l'économie, *des femmes transformant l'économie*, a attiré un grand nombre de personnes. (Entrevue Nobre)

Les dynamiques de pouvoir doivent également être prises en compte lorsqu'on analyse la création du REMTE. Tel que mentionné par Desai, l'accès et la participation à l'activisme transnational n'est pas égalitaire. Les femmes du Nord et les femmes éduquées du Sud dominant dans les réseaux internationaux et les ONG, contrairement aux femmes de la base (Desai, 2002: 31). Le REMTE est caractérisé par l'attention particulière portée aux organisations populaires de la base. Venant d'une tradition de féminisme populaire (*feminismo popular*)⁶ qui a marqué l'Amérique latine, le réseau met

l'emphase sur la recherche et l'éducation populaire, la décentralisation, le partage d'information et les méthodologies favorisant la participation (Entrevue Román).

La plupart des femmes qui sont membres du REMTE ne sont pas des « professionnelles » du commerce international, ni des économistes. C'est à cause de leur participation aux rencontres nationales et transnationales qu'elles ont commencé à créer des liens entre les accords de libre-échange et la vie des femmes. Ainsi, Miriam Martínez, coordinatrice de l'Espace des femmes mésoaméricaine souligne que

Nous ne connaissons les accords de libre-échange qu'au niveau théorique, à partir des discussions politiques. Avant nous ne les relierions pas aux expériences de vie des femmes. Les Encuentros Mesoaméricains⁷ ont été importants pour comprendre que l'économie des femmes n'était pas seulement liée aux microprojets productifs; [...] elle touchait aussi au maïs, à l'eau, à la terre, au droit à une vie décente [...] nous ne faisons pas le lien auparavant. Cela a été la clé pour comprendre comment s'inclure les questions touchant aux femmes et à l'économie et particulièrement aux accords de commerce (Entrevue Martínez).

Ainsi, le REMTE a aussi été créé pour fournir une opportunité de réseautage au niveau transnational pour toutes ces organisations qui n'étaient pas liées aux conférences des Nations unies, où l'agenda principal était centré sur les droits sexuels et reproductifs :

nous étions très isolées parce que nous ne faisons pas parties du débat des Nations unies et le mouvement féministe était dans ce

débat. Nous faisons surtout du travail d'éducation populaire au niveau national, nous avons des alliances avec les syndicats et le mouvement populaire, mais nous ne savons pas où canaliser le travail que nous faisons (Entrevue Nobre)

Nalu Faria, coordinatrice régionale du REMTE – actuellement au Brésil – le reconnaît aussi (Entrevue Faria), de même que la coordination du REMTE au Pérou (Entrevue Guillén)⁸.

Comme nous pouvons le voir, les facteurs expliquant l'émergence du REMTE sont plus complexes et plus larges que l'ouverture d'une structure d'opportunité politique d'une institution internationale servant de « barrière de corail » à ces organisations (Tarrow, 2005). Les *Encuentros* féministes façonnées par le mouvement féministe lui-même, les relations précédentes entre les organisations de femmes et la nécessité d'un espace transnational pour se coordonner en dehors des arènes institutionnelles sont des éléments clés expliquant la création du REMTE.

Cibles, stratégies et résultats

L'objectif du REMTE est « de contribuer à l'appropriation critique de l'économie par les femmes, en générant des idées, des débats, des actions et des initiatives politiques » (REMTE 2001, traduction libre). Pour analyser le rôle et la contribution du REMTE, il est important de regarder au-delà des manifestations et des mobilisations, pour se concentrer sur le travail moins visible qui se déroule à l'intérieur

des séminaires, des ateliers et des rencontres. Les stratégies utilisées par le REMTE peuvent ne pas sembler être «efficaces» en termes d'impact direct sur les politiques publiques; cependant ces stratégies reflètent les valeurs du réseau et son identité.

Le REMTE a, depuis le début, formé des alliances avec les mouvements sociaux et a participé activement aux espaces transnationaux tels que les Forums sociaux mondiaux. Concha soutient que la décision de participer chaque année au Forum social mondial a été prise du fait de la place stratégique qu'il occupe: «pour construire des alliances, des relations, pour avoir un impact. Parce que la première place pour avoir un impact, c'est au sein du mouvement lui-même, le mouvement social, civique, organisé» (Entrevue Concha)⁹. Pour Diane Matte, ex-coordinatrice de la Marche mondiale des femmes,

la participation féministe dans le processus des FSM est fondamental pour tisser des relations entre le mouvement féministe et le mouvement pour une autre mondialisation, et pour inscrire nos priorités dans ce mouvement et renforcer les possibilités d'une réelle transformation sociale (cité dans Alvarez, Nobre et Faria, 2003 : 202, traduction libre).

De même, pour Mohanty, la stratégie d'alliance avec les mouvements sociaux est un élément clé pour atteindre les transformations culturelles recherchées par les féministes: «parce que les mouvements sociaux sont des endroits cruciaux pour la construction de la connaissance, des communautés et des identités, il est très important pour les fémi-

nistes de se diriger vers eux» (Mohanty, 2003: 248, traduction libre).

Presque toutes les organisations qui intègrent le REMTE sont aussi membre de la Marche mondiale des femmes. En fait, les deux représentantes des Amériques pour la Marche mondiale sont aussi membres du REMTE. Cette synergie s'exprime aussi dans des espaces tel que le Forum social mondial, où le REMTE et la Marche se renforcent l'un l'autre en proposant des séminaires, des ateliers, des déclarations et des actions communes¹⁰.

En termes d'impact, le Réseau a créé un espace pour le partage d'informations pertinentes et développé des outils d'éducation pour renforcer les mouvements de femmes, rapprochant le féminisme et l'économie. Nobre explique qu'auparavant,

l'économie n'était pas considérée comme une question à aborder dans l'agenda féministe. Ce que le REMTE a permis était d'intégrer le débat sur l'économie féministe [...] nous avons pris l'avantage de notre participation au REMTE pour être en lien avec cette littérature et ces concepts [...] il est important d'avoir un discours déjà élaboré, savoir quoi dire en tant que féministe sur les questions économiques (Entrevue Nobre).

Pour Guillén, le REMTE a été important parce qu'il a permis de développer une pensée collective, une stratégie régionale et une position qui leur permette de s'orienter dans leur travail national, en coordonnant leurs agendas (Entrevue Guillén). Être un membre d'un réseau continental améliore aussi le niveau du débat

politique de chaque organisation nationale, selon la coordinatrice régionale du REMTE: «c'est un autre niveau d'information, de débat et de positionnement. Cela change le niveau d'implication et les alliances possibles» (Entrevue Faria). Ceci est vrai aussi pour Martínez, qui explique que le réseau latino-américain leur permet d'avoir une vision plus large de ce qui se passe dans la région et comment y résister. Pour elle, le REMTE «nous permet d'avoir accès à de nombreuses sphères et maintenir les questions de genre dans l'agenda de diverses organisations.» (Entrevue Martínez). Un autre impact cité par une des femmes interrogées est la reconnaissance du leadership féministe. De nombreux ateliers pour les femmes ont été organisés pour discuter des implications de la Zone de libre-échange des Amériques et ceci a renforcé les capacités des femmes au sein des coalitions (Entrevue Nobre)¹¹.

Au niveau national, Román avance que: «la mobilisation de 2000 à laquelle le REMTE a participé avec la Marche mondiale des femmes a aidé les organisations à lier différents processus et développer des compétences organisationnelles; cela a permis à des organisations locales et nationales de travailler ensemble de nouveau et d'amener de nouveaux groupes au sein du même espace [...] Cela a permis une plus grande intégration. Ça a contribué énormément à l'organisation du mouvement» (Entrevue Román).

Les liens avec le processus de la MMF (voir l'article de Beaulieu dans ce numéro) a aussi donné aux femmes plus d'expérience et de

confiance pour participer à d'autres efforts transnationaux avec des mouvements sociaux. Ces expériences antérieures sont très importantes en termes organisationnels, car de nombreux comités provinciaux ont été créés lors de ces événements. Cette expérience, pour Concha, a rendu les femmes visibles et a renforcé leurs organisations et leur niveau de politisation (Entrevue Concha).

Une autre question soulevée dans les entrevues touchait à la contribution au développement d'un sentiment d'appartenance commun pour les féministes s'opposant au libre-échange. Pour Martínez: «nous avons pris conscience de la diversité des femmes qui participaient: des syndicalistes, des professeuses, des organisations populaires, des ONG...très variées [...] nous travaillions déjà au niveau national, cependant les aperçus que j'avais du fait de mon travail au niveau international ont été pour moi un apprentissage exceptionnel, cela a levé de nombreux rideaux pour moi» (entrevue Martínez). Selon Rosario Quispe, du REMTE au Mexique, «un sentiment d'unité a surgi, d'être intégré au niveau

mondial. Cela élargit votre vision quand vous vous rendez compte que votre problème est mondial et qu'unies, ensemble, une force magnifique est créée pour lutter contre celui-ci» (entrevue Quispe). Ainsi, les différentes échelles d'action sont liées (Masson, 2007):

quand vous vous occupez des processus régionaux ou internationaux tel que le libre-échange, la ZLEA, nous savons que, bien que nous soyons une organisation nationale, nous avons une référence internationale. Nous sommes un groupe d'organisations qui luttons localement, mais au niveau du continent il y a de nombreuses autres organisations qui luttent. Et vous avez la certitude que vous pouvez consulter vos *compañeras* d'autres pays sur ce qu'elles font et ce que vous pouvez faire ensemble. Vous avez confiance que vous faites quelque chose et que vous faites partie d'un groupe plus grand. tre dans un réseau international renforce votre travail (Entrevue Guillén)

Néanmoins, une réponse commune parmi toutes les femmes interrogées rappelle que le réseau est valide tant qu'il sert à faire avancer et à renforcer les processus nationaux. Le critère pour décider de prendre part à la campagne, selon Concha, est le renforcement du mouvement national des femmes (entrevues Concha et Román). Dans la même veine, Quispe affirme que les organisations nationales doivent éviter d'être absorbées par les processus internationaux: «C'est un processus à double sens et vous devez restées ancrées pour contribuer au niveau transnational» (entrevue Quispe). Finalement, Hilda Salazar, du comité Femmes de l'Alliance sociale continentale,

renforce cette perspective en soutenant qu'«un réseau transnational fonctionne seulement s'il existe déjà une organisation basée au niveau national» (entrevue Salazar).

Ainsi que nous pouvons le voir, du point de vue des actrices, l'analyse des impacts du Réseau se concentre sur la construction du mouvement au niveau national. Elles ne font pas mention d'impacts sur les politiques publiques, que ce soit au niveau national ou à travers des institutions internationales. Quand on leur demande directement ce qu'elle pense des efforts de lobby et de la possibilité d'avoir des impacts sur les politiques publiques, Concha affirme que le REMTE s'est surtout focalisé sur la construction du mouvement. Pour elle, «le renforcement est venu en premier. Seulement après cela, tu peux clarifier ce pour quoi tu veux faire du lobby» (entrevue Concha). L'objectif principal du réseau a été, originellement, de renforcer et développer les femmes, personnellement et collectivement. Une nouvelle fois, les critiques féministes aux mouvements sociaux transnationaux dominants sont pertinentes pour comprendre les impacts du REMTE. Bien que le Réseau participe activement aux mobilisations contre la Zone de libre-échange des Amériques, cette stratégie demeure un élément parmi d'autres.

Genre et dynamiques de pouvoir à l'intérieur des coalitions de mouvements sociaux

L'évaluation de l'ampleur de l'impact du Réseau sur l'intégration du féminisme au sein des coa-

litions contre le libre-échange est mitigée. Si les militantes notent une large reconnaissance des discours féministes, il reste beaucoup à accomplir pour atteindre l'égalité entre les hommes et les femmes en pratique. Comme Marianne Marchand le présente (2003), les femmes ne peuvent pas juste être «ajoutées» aux autres revendications des coalitions, pour qu'il y ait des changements réels dans la poursuite de l'égalité entre les sexes, il faut une transformation concrète des modes de fonctionnement des coalitions.

Silke Helfrich, directrice de la Boell Foundation, un bailleur de fonds du comité Femmes de l'Alliance sociale continentale, affirme :

Cela implique changer comment vous posez les questions, quels outils conceptuels vous utilisez, quels critères vous incluez dans l'évaluation, comment vous comprenez systématiquement les questions de genre comme une question de démocratie interne et relationnelle et pas seulement comme une question touchant les femmes. (Entrevue Helfrich).

Dans le cas spécifique de l'Alliance sociale continentale, l'évaluation de Guillén est plutôt optimiste, bien qu'elle reconnaisse certaines limites :

du point de vue de nos attentes, nous sommes encore très loin, mais du point de vue de notre point de départ, nous avons déjà effectué un long chemin [...] L'ASC est un espace moins agressif, moins machiste [...] mais il n'y a rien de fixe, nous avons gagné beaucoup mais nous pourrions retourner en arrière à n'importe quel moment. Nous devons nous assurer de ne

pas faire de pas en arrière (Entrevue Guillén).

Parmi les personnes interrogées, il est souvent ressorti que le féminisme faisait maintenant parti du «consensus politique» parmi les représentants des organisations dans le mouvement pour la justice globale. Pour Helfrich, les coalitions ne peuvent plus se permettre d'ignorer l'importance des questions de genre car ce serait une violation d'un principe politique (Entrevue Helfrich). Guillén explique que dans les dernières déclarations de l'Alliance sociale continentale : «vous pouvez voir qu'un langage plus inclusif a été utilisé, avec des propositions qui incluent celles que nous avons développées. Et dans le plan d'action collectif, nos propositions d'action ont été reconnues» (entrevue Guillén). Concha admet également que «les questions de genre ont été intégrées comme axe transversal, mais elles en sont encore à leur début» (entrevue Concha).

Pour d'autres participantes, l'ouverture à l'intégration de la perspective de genre demeure au niveau du discours. Román explique que le problème avec les coalitions mixtes tient au fait qu' : «ils connaissent le discours, mais prendre l'initiative de pousser pour l'équité des sexes, c'est très relatif. [...] C'est aussi à propos de ressources, de vision [...] sinon, cela reste du domaine de la déclaration». (entrevue Román). Pour Salazar, les coalitions ont un discours «politiquement correct», les féministes sont respectées, mais «la différence dans la structure est à peine visible, en termes de participation des femmes [...] ou dans

l'agenda. Les questions de genre sont une thématique qui doit apparaître dans les discussions, mais ce sont les femmes qui doivent l'amener» (entrevue Salazar).

Malgré ces limites, certains des changements cités reflètent l'inclusion du féminisme dans le débat économique et les discussions de la coalition. Le rôle du REMTE et des autres organisations féministes a été primordial pour développer une analyse avec une perspective de genre et construire un consensus autour de l'importance d'intégrer l'équité entre les sexes dans la pratique de tous les jours. Le REMTE a utilisé les espaces transnationaux pour remettre en cause les positions à l'intérieur des mouvements sociaux qui n'abordaient pas la perspective de genre. Pour Nobre, des espaces tel que le Forum social mondial ont été très utiles pour commencer la discussion sur une économie féministe avec des mouvements mixtes et changer la vision des femmes comme victimes du libre-échange et reconnaître leur contribution et les alternatives féministes (entrevue Nobre).

C'est une contribution importante car, selon Mohanty, «rendre visible la perspective de genre, le corps des femmes ainsi que leur travail, et théoriser cette visibilité en tant que processus d'articulation d'une politique plus inclusive sont des aspects primordiaux de la critique féministe anticapitaliste» (Mohanty, 2003 : 250).

En termes de reconnaissance des femmes et du leadership féministe, il y a eu de nombreux développements positifs, selon les femmes du REMTE. Guillén, par

exemple, réfère au REMTE comme à un allié :

avec notre propre voix, nos propres arguments et avec les positions politiques développées par le REMTE qui doivent être prises en compte dans les stratégies à développer avec les *compañeros* de l'ASC. Nous contribuons non seulement en mobilisant les femmes, mais aussi avec nos arguments et avec notre propre agenda qui rend visible l'oppression des femmes, leur discrimination et leur exclusion. (entrevue Guillén)

Ce changement, en termes de reconnaissance, peut être expliqué par plusieurs facteurs : la présence et l'alliance avec la Marche mondiale des femmes en tant que mouvement visible avec une capacité de mobilisation, les initiatives développées par le REMTE en coordination avec les femmes de *Via Campesina* et de la Marche mondiale pour le Forum social mondial et la capacité à obtenir un accord sur des propositions politiques clés parmi les organisations de femmes (entrevue Nobre). Pour Faria, les femmes sont en train d'être reconnues comme des sujets politiques : « on reconnaît que cet acteur existe, qu'il a un poids politique, qu'il mobilise et

qui a des résultats. Bien que toute cette rhétorique doit encore être traduite en actions politiques concrètes » (entrevue Faria).

Ainsi, pour Gonzalo Berrón, coordinateur de l'Alliance sociale continentale, les femmes dans la campagne contre la ZLEA et dans l'Alliance sociale continentale ont toujours joué un rôle important. Si la perspective de genre est en train d'être intégrée dans la coalition comme un principe pour l'organisation et l'alliance, c'est grâce à la force de l'activisme féministe :

Elles ont lutté à l'intérieur du mouvement pour transformer la vision féministe en principe ; et elles ont réussi, elles ont gagné la bataille. Il y a encore beaucoup d'erreurs, mais vous payez un prix élevé [...] non seulement parce que les *compañeras* exercent une vigilance constante, mais aussi parce que les hommes l'ont véritablement intériorisé comme un principe. Au sein de l'ASC, c'est une première étape. (entrevue Berrón).

Il reconnaît la contribution des femmes au développement d'une analyse du libre-échange depuis une perspective de genre et les impacts du néolibéralisme particulièrement sur les femmes : « ceci n'était pas pris en compte dans les sphères gouvernementales non plus. C'est très bien d'avoir cette vision critique de notre côté ». Ainsi, le REMTE

a apporté à la discussion sur le libre-échange la question du travail rémunéré, mais nous avons aussi soulevé la question du travail non-rémunéré des femmes ; nous avons discuté des impacts des programmes d'ajustement structurel et de la diminution du budget public pour la santé, les processus de privatisation de l'édu-

cation [...] nous avons montré que la macroéconomie a eu un impact très fort sur les femmes et sur l'appropriation du travail des femmes. (entrevue Guillén)

Une des expressions visibles de l'engagement politique de l'Alliance pour l'équité entre les sexes est, selon Berrón, l'existence du comité Femmes, pour s'assurer qu'il y ait toujours des organisations de femmes participant aux sphères décisionnelles. Les femmes doivent aussi être présentes dans les délégations représentatives et les ateliers¹². Les documents et les déclarations de la coalition sont supposés incorporer une perspective de genre. Cependant, Marco Antonio Velazquez, directeur exécutif du Réseau mexicain d'action face au libre-échange, pose un discours qui contraste avec cette réalité. Pour lui, il n'y a pas d'égalité dans la représentation, car il y a toujours une prédominance masculine et les requêtes ayant une perspective de genre ne reçoivent pas la même attention au sein des organisations et des mouvements qui forment l'Alliance :

C'est encore très partial, superficiel. Cela repose toujours sur les réseaux féministes d'amener la question sur la table, de proposer des initiatives et des campagnes avec une perspective de genre. Elles essaient d'amener l'organisation générale à participer à ces activités mais elles n'ont pas toujours l'écho requis (entrevue Velazquez).

C'est aussi l'opinion de León, qui soutient qu'il y a beaucoup d'organisations de femmes qui participent, créent de nouveaux concepts, de nouvelles méthodologies pour analyser la mondialisation, mais les hommes sont toujours

dominants au sein des espaces mixtes. Pour elle, la lutte contre le patriarcat est présent dans le discours, ce qui représente un pas qualitatif en avant. Cependant, elle affirme que « cela ne se traduit pas en équité de genre dans tout ce qui est discuté par ailleurs [...] La perspective de genre dans les demandes générales n'est pas encore très visible » (entrevue León)¹³.

À partir de ce bref aperçu, il semble évident que la prise en compte des tensions à l'intérieur des mouvements sociaux transnationaux est pertinente pour comprendre leur évolution, leurs changements et leurs impacts. Les dynamiques de pouvoir auxquelles j'ai fait référence sont basées sur le sexe, mais il y en aurait d'autres à considérer (ethnicité et classe, division Nord-Sud, etc.). Une analyse qui ne prend pas ces dynamiques en compte offre une compréhension partielle des mouvements sociaux luttant pour une justice globale.

Conclusion

Dans cet article, j'ai affirmé que, bien que les théories des mouvements sociaux transnationaux expliquent certains aspects de l'action collective transfrontière, la contribution des féministes à ces théories est aussi centrale. Ainsi, l'émergence du REMTE est plus liée à l'espace transnational créé à la base par les *Encuentros* féministes qu'aux cycles de conférences des Nations unies sur le droit des femmes. Les théories dominantes des mouvements sociaux transnationaux concentrent leurs analyses sur l'étude des impacts des mouvements sociaux sur l'État ou les ins-

titutions internationales. J'ai montré que deux autres éléments importants doivent être considérés. Premièrement, la cible n'est pas toujours l'État, elle peut être d'autres mouvements sociaux. La position du REMTE est une critique féministe radicale du libre-échange ne cherchant pas à changer les politiques publiques. La plupart de leurs activités se focalisent sur le renforcement des mouvements de femmes et l'incorporation des principes féministes dans les coalitions de mouvements sociaux. Le REMTE a fourni un cadre d'action, faisant de l'économie féministe un débat accessible. Aujourd'hui, on note une plus grande visibilité des femmes, de nouvelles questions soulevées par les féministes ont été incluses dans l'agenda des coalitions sur le libre-échange et les féministes sont de plus en plus reconnues en tant que sujet politique dans l'espace transnational. Le second élément touche au fait que la sphère nationale continue d'être un espace important lorsque nous évaluons le travail d'un mouvement social transnational, puisque les différentes échelles d'action sont inter-reliées. Construire un mouvement requiert un travail concret et ancré sur un territoire. En renforçant les mouvements locaux et nationaux, le réseau devient plus fort aux niveaux régional et international. En même temps, la légitimité d'un réseau régional tel que le REMTE dépend du travail national de chaque organisation féministe.

Ce cas nous a aussi montré la pertinence de considérer l'espace au sein duquel les mouvements sociaux, selon une perspective de

genre, opèrent. Le féminisme semble être intégré aux mouvements sur la justice globale dans le discours, mais les organisations féministes doivent encore pousser pour obtenir des transformations plus profondes dans la culture politique et organisationnelle de leurs alliés. Bien que la participation dans des espaces mixtes est vue comme nécessaire et positive, elle représente aussi de nombreux défis. Comme nous l'avons vu, le fait d'introduire les revendications des femmes et les analyses féministes dans la discussion des coalitions mixtes dépend habituellement de la présence des réseaux féministes. Même si nous considérons que l'impact du REMTE dans les coalitions sur le libre-échange a eu un succès limité, puisque les changements se trouvent principalement dans le discours, il faut noter que la construction d'un consensus autour de l'idée *qu'un autre monde, sans féminisme, est impossible*, est un processus de long terme.

Carmen Díaz Alba
Candidate à la maîtrise
Département de science politique
Université de Montréal

Notes

¹ L'Alliance sociale continentale (Alianza Social Continental – ASC) est un réseau d'organisations et de mouvements sociaux des Amériques qui partagent de l'information, définissent des stratégies et s'accordent sur des actions communes pour résister à l'imposition du modèle néolibérale sur le continent. Dans leur document Alternatives pour les Amériques, ils proposent « des règles alternatives pour réguler les économies globales et continentales basées

Femmes et libre-échange en Amérique latine: le cas du Réseau latino-américain des femmes transformant l'économie

sur une logique économique différente: le commerce et l'investissement ne devraient pas être des fins en soi, mais plutôt des instruments pour atteindre un développement juste et équitable.» Voir le site Internet <www.asc-hsa.org> (page consultée le 16 mars 2006).

- ² Cet article fait partie d'une recherche plus large pour mon mémoire de maîtrise en Science Politique à l'Université de Montréal qui a pour titre *Building bridges between feminism and resistance to free trade: the experience of the Latin American Network of Women transforming the Economy*. Je voudrais remercier toutes les personnes qui m'ont accordé du temps et des entrevues pour les moments enrichissants passés avec elles. Je remercie aussi les évaluateurs pour leurs précieux commentaires. Je tiens tout particulièrement à remercier Dominique Caouette et Pascale Dufour, pour le temps qu'ils m'ont accordé et les remarques et discussions toujours pertinentes. Finalement, un grand merci à Aurélie Arnaud pour la rédaction de ce texte vers le français.

J'ai participé activement à plusieurs réseaux de mouvements sociaux critiquant le libre-échange tel que le Réseau mexicain d'action face au libre-échange (la RMALC). J'ai également participé à deux forums sociaux mondiaux (2002 et 2003), ainsi qu'aux Sommets des peuples à Québec (2001), Quito (2002), Cancun

(2003), La Havane et Guadalajara (2004).

- ³ J'ai conduit 7 entrevues au Mexique en janvier 2007 avec membres impliqués au niveau national du REMTE, la Red Nacional Género y Economía (anciennement l'organisation coordinatrice du réseau), ainsi qu'avec une membre du Réseau international Genre et Commerce au Mexique, une membre du Comité de femmes de l'Alliance sociale continentale et la directrice de la Fondation Böll. À l'occasion de la Rencontre continentale des mouvements sociaux contre les accords de libre-échange à Cuba en avril-mai 2007, j'ai rencontré en entrevues deux membres du REMTE du Brésil (qui coordonnent actuellement le REMTE), une membre du Pérou (ex-coordinatrice du réseau), une membre de l'Équateur et une membre de la Colombie. J'ai aussi mené des entrevues avec la coordinatrice de la Marche mondiale des femmes, le coordinateur de l'Alliance sociale continentale et deux membres du Réseau mexicain d'action face au libre-échange. Toutes les entrevues sont en espagnol, et les passages inclus ont été traduits en français.
- ⁴ Les Encuentros sont vus comme « des espaces de dialogue, de négociation, de construction de coalition, de conflit et de contestation parmi les femmes, ce qui favorise les processus aussi bien de solidarité que de protestation parmi les féministes de la région et fournit une plateforme supranationale où les questions clés engageant le féminisme latino-américain peuvent être soulevées, débattues et (re)formulées » (Alvarez, Faria et Nobre, 2003).
- ⁵ Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, le Salvador, Mexique, Pérou, Venezuela.
- ⁶ Les féministes latino-américaines ont souvent été impliquées dans les luttes pour la démocratisation de la région, elles ont été étroitement liées avec d'autres mouvements sociaux de gauche, particulièrement avec les syndicats.

- ⁷ Le Forum méso-américain est célébré chaque année pour organiser la résistance au néolibéralisme au niveau de l'Amérique centrale et du Mexique.

- ⁸ Faria affirme que le REMTE a été créé en dehors des espaces féministes traditionnels, avec des groupes qui voulaient travailler avec la base, mais qui voulaient aussi trouver un espace pour intégrer le débat avec d'autres mouvements sociaux. Cette idée a aussi été exprimée par Guillén, de la coordination du REMTE au Pérou qui avance que, bien que les femmes engagées dans le REMTE se reconnaissent comme des féministes, elles cherchaient aussi d'autres aspects de la lutte féministe qui n'étaient pas soulevés dans les années 1990: les droits économiques et sociaux.

- ⁹ Il est intéressant de noter, dans le cas du REMTE au Mexique, l'importance de la participation collective aux rencontres internationales. Au cours de la dernière année, les femmes mexicaines du Réseau ont participé aux rencontres en Colombie, au Mali, en Bolivie et au Brésil, et aucune d'entre elles ne faisaient partie de la coordination du Réseau.

- ¹⁰ Pour n'en nommer qu'un, le REMTE a co-organisé avec la Marche mondiale des femmes un débat sur la pauvreté et les alternatives économiques féministes au Forum social mondial de 2002. Le titre du séminaire était « *Mujeres y trabajo: realidades y propuestas para el cambio* » et l'axe principal touchait au travail, incluant le travail domestique et officieux, la division sexuelle du travail et l'économie solidaire. En 2003, un autre panel a été organisé pour discuter des intentions du marché de contrôler tous les aspects de la vie. Il avait pour titre « *por outra economia: subsidiaridade, localização, devolução e reprodução* » (Nobre et Faria, 2003).

- ¹¹ Selon Nobre: « quand les féministes arrivaient aux réunions pour parler de genre ou de la participation des femmes, c'était le moment où les gens sortaient pour boire un café. Mais

soudainement, ces mêmes femmes ont commencé à arriver aux rencontres pour parler des questions principales qui étaient discutées, très informées. Ceci a eu un impact sur les femmes; elles se sont senties renforcées, reconnues dans leur leadership. C'était une bonne chose, cette campagne contre la ZLEA » (Entrevue, Nobre, avril 2007).

¹² Le REMTE oblige la présence de femmes qui amènent des perspectives féministes dans les débats généraux; cependant, Guillén affirme que ceci ne veut pas dire qu'il doive y avoir le même nombre de femmes et d'hommes dans les panels: «Nous reconnaissons que nous n'avons pas de spécialistes féministes pour tous les sujets. Quand nous n'en avons pas, au lieu d'être là comme décoration – nous détestons être là comme décoration – nous reconnaissons qu'il y a moins de femmes là parce que nous n'avons pas développé ces questions. Il est donc utile pour nous de dire que si nous voulons être là, nous devons développer nos propres arguments » (Entrevue, Rosa Guillén, mai 2007)

¹³ Selon une évaluation de la Marche mondiale des femmes, avec la participation du REMTE, il y a eu un progrès partiel pour l'intégration du féminisme dans le Forum social mondial 2003: «Le Forum illustre l'impact de notre travail en cela qu'il y avait clairement plus de femmes, particulièrement des féministes, dans les panels. Nous avons néanmoins remarqué que la présence des femmes reste marginale et est seulement «tolérée politiquement». Nous avons encore un long chemin à parcourir avant d'obtenir un dialogue véritable sur le rôle des femmes et du féminisme dans la construction d'un autre monde ».

Références bibliographiques

ALVAREZ, Sonia E. 1998. «Latin American Feminisms Go Global:

Trends of the 1990's and Challenges for the New Millennium» dans *Cultures of Politics. Politics of Culture. Re-visioning Latin American Social Movements*. Sonia E. ALVAREZ, Evelina DAGNINO, Arturo ESCOBAR. Boulder and Oxford: Westview Press: 293-324.

ALVAREZ, Sonia E. 1999. «Advocating Feminism: The Latin American Feminist NGO 'Boom'». *International Feminist Journal of Politics*, 1, 2: 181-209.

ALVAREZ, Sonia E. 2000. «Translating the Global: Effects of Transnational Organizing on Local Feminist Discourses and Practices in Latin America». *Meridians: feminism, race, Transnationalism*, 1, 1: 29-67.

ALVAREZ, Sonia E., Nalu FARIA e Miriam NOBRE. 2003. «Um Outro Mundo (Também feminista) é possível: construindo espaços transnacionais e alternativas globais a partir dos movimentos». *Estudos Feministas*, 11, 2, julho-dezembro: 533-540.

BEAULIEU, Elsa. 2006. *Social movements, social change and transnationalization: towards a feminist and anthropological framework*. Actes de l'atelier «Transnationalisation des solidarités et mouvements des femmes» Université de Montréal. 27-28 avril. http://www.cccg.umontreal.ca/pdf/Actes%20de%201%27atelier_document.last.pdf page consulté le 17 novembre 2006.

BRENNER, Johanna. 2003. «Transnational Feminism and the Struggle for Global Justice». Dans Jai SEN, Anita ANAND, Arturo ESCOBAR et Peter WATERMAN (eds) *World Social Forum: Challenging Empire*. New Delhi: Vivenka Foundation. http://www.choike.org/nuevo_eng/infornes/1557.html page consulté le 17 octobre 2006.

CELIBERTI, Lilian et Virginia VARGAS. 2003. «Feministas en el Foro». *Estudos Feministas*, Florianópolis, 11, 2, julho-dezembro: 586-598. <http://www.scielo.br/pdf/ref/v11n2/19140.pdf> page consulté le 15 septembre 2006

CONCHA, Leonor Aída. 2006. «Las mujeres en la RMACL» Documento para discusión en la asamblea general de RMACL. Septiembre.

DESAI, Manisha. 2002. «Transnational Solidarity. Women's Agency, Structural Adjustment, and Globalization». Dans *Women's Activism and Globalization. Linking Local Struggles and Transnational Politics*, Nancy NAPLES et Manisha DESAI. New York and London: Routledge: 15-33.

DUFOUR, Pascale et Isabelle GIRAUD. 2004. «Transnationalisation des mouvements féministes: quels impacts sur la lutte des femmes? Le cas de la Marche mondiale des femmes». Congrès international *Genre et militantisme* 26-27 novembre, Université de Lausanne.

ESCHLE, Catherine. 2001. *Global Democracy, Social Movements, and Feminism*. Boulder, Oxford: Westview Press.

ESCHLE, Catherine. 2004. «Feminist Studies of Globalisation: Beyond Gender, Beyond Economism?», *Global Studies*, 18, 2: 97-125.

ESCHLE, Catherine. 2005. «Skeleton Women»: Feminism and the Anti-Globalisation Movement», *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 30, 3, spring: 1741-1760.

FARIA, Nalu (ed.) 2003. *Construir la igualdad: debates feministas en el Foro Social Mundial*. Ecuador, Cuaderno REMTE.

JELIN, Elizabeth (ed.) 2003. *Más allá de la nación: las escalas múltiples de los movimientos sociales*, Buenos Aires, Libros del Zorzal.

KECK, Margaret and Kathryn SIKKINK. 1998. *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*. Ithaca and London: Cornell University Press.

LAMOUREUX, Diane. 2004. «Le féminisme et l'altermondialisation». Dans *Féminisme, Mondialisation et Altermondialisation*. Recherches féministes, 17, 2: 171-194.

Femmes et libre-échange en Amérique latine : le cas du Réseau latino-américain des femmes transformant l'économie

- LEON, Irene (ed.) 2002. *Retos feministas en un mundo globalizado*. II Foro Social Mundial. Ponencias presentadas en el seminario : Feminismos globales, diversos y plurales. Organizado por ALAI y NOVIB.
- LEON, Irene (ed). 2005. *Mujeres en resistencia : experiencias, visiones y propuestas*. Quito : ALAI, FEDAEPS, Marcha Mundial de las Mujeres, Red Latinoamericana Mujeres Transformando la Economía, Articulacion de Mujeres CLOC/Via Campesina, Dialogo Sur/Sur LGBT.
- LEON, Magdalena. 2001. « REMTE : Una organización de mujeres ». www.movimientos.org/remte page consulté le 19 octobre 2006.
- MACDONALD, Laura. 2005. « Gendering Transnational Social Movement Analysis : Women's Groups Contest Free Trade in the Americas » dans Joe BANDY and Jackie SMITH (ed) *Coalitions across borders : transnational protest and the neoliberal order*. Lanham, Md. : Rowman & Littlefield
- MARCHAND, Marianne. 2003. « Challenging Globalisation : Toward a Feminist Understanding of Resistance », *Review of International Studies*, 29, 3 : 145-160.
- MASSON, Dominique. 2006. « Women's movements and transnationalization : developing a scalar approach ». Actes de l'atelier *Transnationalisation des solidarités et mouvements de femmes*. Université de Montréal. Avril 2006. <http://www.cccg.umontreal.ca/Atelier%2027-28%20avril%202006-FR.html>
- MASSON, Dominique. 2007. « Transnationalisation de l'action collective : espaces, échelles et lieux ». Communication présentée à l'atelier *La politique des mouvements sociaux*, 2^e Congrès international des associations francophones de science politique, Université Laval, Québec, 25-26 mai.
- MATTE, Diane. 2004. « Le Forum Social Mondial du point de vue des femmes de la MMF », Bulletin de liaison, Marche Mondial des Femmes, 6,1, février : 102-119.
- MOHANTY, Chandra Talpade. 2003. *Feminism without Borders : Decolonizing Theory, Practicing Solidarity*. Durham, N.C. : Duke University Press.
- NAPLES Nancy et Manisha DESAI. 2002. « The Challenges and Possibilities of Transnational Feminist Praxis ». Dans *Women's Activism and Globalization. Linking Local Struggles and Transnational Politics*, Nancy NAPLES and Manisha DESAI, New York and London : Routledge : 3-41.
- NOBRE, Miriam et Nalu FARIA. 2003. « Feminismo em movimento : temas e processos organizativos da Marcha Mundial das Mulheres no Forum Social Mundial ». *Estudos Feministas*, 11, 2, julho-dezembro : 623-632.
- REMTE. 2001. *Quiénes somos ?* http://www.movimientos.org/remte/how_text.php3?key=693 Page consultée le 18 octobre 2006.
- SMITH Jackie, Charles CHATFIELD et Ron PAGNUCCO. 1997. *Transnational Social Movements and Global Politics : Solidarity Beyond the State*. Syracuse, N.Y. : University Press
- STAGGENBORG, Suzanne et Verta TAYLOR. 2005. « Whatever happened to the Women's Movement ? » *Mobilization : An International Journal*, 10,1 : 37-52.
- TARROW, Sidney. 2001. « Transnational Politics : Contention and Institutions in International Politics » *Annual Review of Political Science* 4:1-20.
- TARROW, Sidney. 2005. *The New Transnational Activism*. Cambridge Studies in Contentious Politics. Cambridge University Press.
- VARGAS, Virginia. 2003. « Los feminismos latinoamericanos y sus disputas por una globalización alternativa » Dans Daniel MATO (coord.) *Políticas de identidades y diferencias sociales en tiempos de globalización*. Caracas : FACES-UCV : 193-217.
- WORLD MARCH OF WOMEN. *Declaration 2003 World Social Forum Perspective of the World March Women*. <http://www.ffq.qc.ca/marche2000/en/fsm2003.html> page consultée le 18 octobre 2006.

Entrevues

- BERRON, Gonzalo. Coordinateur de l'Alliance sociale continentale (La Havane, Cuba. Mai 2007).
- CONCHA, Leonor Aida. *Gender and Economy Network, ex-coordinatrice du Latin American Network of Women Transforming the Economy*. (Mexico, Janvier 2007)
- FARIA, Nalu. coordinatrice régionale du REMTE (La Havane, Cuba. Mai 2007)
- GUILLÉN, Rosa. REMTE Pérou (La Havane, Cuba. Mai 2007).
- HELFRICH, Silke. *Directrice de la Boell Foundation*. (Mexico, Janvier 2007)
- LEÓN, Irene. Agencia Latinoamericana de Información, Equateur. (La Havane, Cuba. Mai 2007)
- MARTÍNEZ, Miriam. *REMTE-Mexico et Espace mésoaméricain des femmes* (Mexico, Janvier 2007)
- NOBRE, Miriam. Coordinatrice internationale de la Marche mondiale des femmes, REMTE Brésil (La Havane, Cuba. Avril 2007)
- RIVERA, Mariela. REMTE Colombia (La Havane, Cuba. Mai 2007)

ROMÁN, Sara. *REMTE-Mexico et MUTUAC*. (Mexico, Janvier 2007)

SALAZAR, Rebeca. *Mujer y Medio Ambiente, International Gender and Trade Network*. (Mexico, Janvier 2007)

SALAZAR, Hilda. *Mujer y Medio Ambiente, Réseau mexicain d'action contre le libre-échange* (Mexico, Janvier 2007)

QUISPE, Rosario. *REMTE-Mexico et représentante de la Marche mondiale des Femmes pour les Amériques* (Mexico, Janvier 2007)

VELASQUEZ, Marco Antonio. *Coordinateur du Réseau mexicain d'action contre le libre-échange* (La Havane, Cuba. Mai 2007).